



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

L'Égypte et son environnement géopolitique

Capitaine de Corvette Colomban LEBAS
Chercheur au CEREM

Simin BILIMORIA
Stagiaire au CEREM

Novembre 2007

Centre d'Études et de Recherche de l'École Militaire

CEREM - Ecole Militaire – 21, place Joffre – 00445 Armées
Tél. : 01 44 42 45 34 - Fax : 01 44 42 43 84
Internet : cerems.defense.gouv.fr

Avertissement

Ce document est le recueil des travaux en cours du CEREM réalisés entre septembre et novembre 2007.

Ces pages n'expriment pas un point de vue officiel.

Elles ont pour ambition de présenter, en une page, une synthèse des travaux de recherche effectués par le CEREM.

Certains documents sont des essais de chercheurs et peuvent contenir des allégations d'auteur ; ils sont néanmoins conservés pour enrichir le débat.

N.B. Ce dossier peut être avantageusement complété par la lecture de l'étude sur le Proche et Moyen-Orient qui comporte des données très précises sur les différents courants de la religion musulmane.

Bonne lecture

SOMMAIRE

L’Egypte et son environnement géostratégique

1- Données générales sur l’Egypte.	5
2- L’Egypte dans son environnement	8
3- Le socialisme égyptien	11
4- Les relations historiques entre l’Egypte et le Soudan	15
5- Le fondamentalisme musulman en Egypte	19

Annexes

1- Carte physique de l’Egypte	24
2- Carte de la densité de l’Egypte	25

L’Egypte et son environnement géopolitique

Données générales sur l’Egypte

Géographie :

L’Egypte, pays du Nord de l’Afrique, partage des frontières communes avec la Mer Méditerranée (au Nord), la bande de Gaza, l’Israël et la Mer Rouge (à l’Est), le Soudan (au Sud) et la Libye (à l’Ouest). Le pays fait 1,001,450 km², dont 995,450 km² de terre et 6,000 km² d’étendues d’eau.

Le climat est du type désertique, chaud ; les hivers sont modérés et les étés secs. Le relief est caractérisé par un plateau vaste interrompu par la Vallée du Nil et le delta.

L’Egypte contrôle la Péninsule du Sinaï, véritable pont terrestre entre l’Afrique et l’Asie ainsi que le Canal de Suez, lien maritime entre l’Océan indien et la Mer Méditerranée.

Au niveau de l’environnement, les terres agricoles diminuent à cause de l’urbanisation et des tempêtes de sable. L’Egypte souffre de plus de la désertification, et la pollution aux hydrocarbures menace les coraux et les plages. L’eau est très polluée à cause des pesticides agricoles et des déversements sauvages d’excréments. Il existe peu de ressource en eau, à part le Nil qui est la seule source d’eau pérenne.

Les périodes de sécheresse, les tremblements de terre fréquents, les inondations soudaines et les glissements de terrain ne sont pas des phénomènes inhabituels en Egypte. Le printemps est la saison des *khamsin*, des cyclones. De plus, les tempêtes de sable et de poussière sont fréquentes.

Démographie :

L’Egypte est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient et le deuxième plus peuplé d’Afrique. De plus, près de 100% de la population habite sur les bords du Nil. En juillet 2007, la population d’Egypte a été estimée à 80,335,036, et le taux d’accroissement de la population à 1.721%. Cette hausse rapide de la population a des effets sur les ressources naturelles et le Nil est surexploité. Le ratio par sexe est de 1,05 garçon/fille à la naissance, et les femmes ne sont plus nombreuses qu’à partir de l’âge de 65 ans. Une femme a, en moyenne, 2,77 enfants et le taux de mortalité infantile est de 29,5 morts pour 1,000 naissances vivantes.

Bien que l’Egypte soit une destination pour de nombreux réfugiés, 98% de la population est de nationalité égyptienne. Les Berbères, Nubiens, Bédouins et Beja comptent pour 1% ainsi que les Grecs, Arméniens et Européens (des Français et des Italiens en majorité). Une grande

majorité de la population, 90%, est de religion musulmane, en majorité de tradition sunnite. Les Coptes comptent pour 9% de la population et 1% proviennent d'autres minorités chrétiennes.

La langue officielle du pays est l'Arabe mais l'Anglais et le Français sont bien compris par les classes instruites. Selon le dernier recensement des indices de développement humain de 2005, la moitié des personnes âgées de plus de 15 ans savent lire et écrire ; cela représente 83% des hommes contre 59,4% des femmes.

Economie :

L'Égypte se situe au coin nord-est du continent africain, et est partagée en deux par la Vallée Nil extrêmement fertile, où se concentre la majeure partie de l'activité économique. Au cours des 30 dernières années, le gouvernement égyptien a réformé l'économie fortement centralisée de Nasser pour privatiser certaines entreprises et réduire les taxes corporelles et personnelles. L'année 2005-6 a été marquée par une croissance de cinq pourcent du PIB ainsi que par un boom boursier. Malgré ces signes encourageants, le gouvernement n'a pas réussi à améliorer le niveau de vie des Égyptiens moyens et par conséquent a dû continuer à subventionner les produits de base. Cette subvention contribue à un déficit budgétaire grandissant, de plus de 10%.

Le PIB du pays par secteur se décompose comme suit : l'agriculture représente 17%, l'industrie 35,5%, et les services 49,8% selon les statistiques de 2006. La population active en revanche travaille à 32% dans l'agriculture, 17% dans l'industrie et 51% dans les services selon le dernier recensement de 2001. La population active totale représentait 21.8 million de personnes en 2006, cependant, le taux de chômage est de 10,3%.

Avec des revenus de 21.32 milliards de dollars américains et des dépenses de 31.83 milliards, y compris les dépenses de capitaux de 2.7 milliards, la dette publique est à 102,9% du PIB. En 2005, 20% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté et en 2006, le taux d'inflation des biens de consommation était de 6,5%. Les exportations équivalent à 24,22 milliards et les importations à 35,86 milliards.

En ce qui concerne les produits agricoles, l'Égypte produit surtout du coton, du riz, du maïs, des fruits, des légumes et du mouton. En ce qui concerne l'industrie, nous retrouvons les textiles, le tourisme, les produits pharmaceutiques, les hydrocarbures, le ciment et les métaux. L'Égypte exporte surtout du pétrole brut et des produits pétroliers ainsi que des textiles, du

coton et des métaux. En ce qui concerne les importations, les machines-outils, les produits chimiques, le bois, et les carburants sont très recherchés.

Politique : (cf. voir la fiche ‘L’Egypte dans son environnement)

Grâce à sa grande superficie, l’Egypte, pays de frontière commune avec Israël, joue un rôle important dans la géopolitique du Moyen-Orient. Après les trois guerres avec l’Israël, l’Egypte est devenu un acteur-clé du processus de paix. Le Président Moubarak a adopté une direction plus modérée mais les groupes islamistes continuent leurs campagnes de façon intermittente, lançant des attaques sanglantes et ciblant souvent des lieux touristiques.

Les défenseurs des réformes politiques sont devenus plus présents ces derniers temps et manifestent dans les rues pour montrer leur opposition à l’état d’urgence en vigueur depuis 1981. Selon les activistes, cette loi empiète sur la liberté d’expression politique. Il est vrai que l’Egypte a modifié sa Constitution pour permettre à l’opposition de participer aux élections présidentielles, cependant les candidats doivent remplir des critères draconiens pour y participer. La Constitution interdit toujours les candidats et partis politiques religieux.

L’Egypte domine le bassin du Nil mais est dépendante de ses voisins en amont. Elle fait partie de plus de 70 organisations internationales, y compris les Nations Unies, les organisations régionales telles que la Ligue Arabe et l’Union Africaine. Rien ne peut se passer au Moyen-Orient sans que l’Egypte n’y participe, elle sera donc un partenaire-clé pour la résolution de la question israélo-palestinienne.

L’Egypte se différencie des autres pays arabes de part sa reconnaissance d’Israël de même que les liens importants qu’elle entretient aux Etats-Unis. En effet, l’Egypte est un proche allié des États-Unis et est le pays qui bénéficie le plus de son aide après Israël.

Sources :

- BBC World Egypt Country Profile , Juillet 2007, http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/country_profiles/737642.stm#overview
- CIA World Factbook Egypt Country Profile, Juillet 2007, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/eg.html>
- Politique Etrangère de l’Egypte, http://www.ambafrance-eg.org/article.php3?id_article=1561

L’Egypte dans son environnement

L’Egypte se situe sur le continent africain, mais est aussi liée au monde arabe et à la Méditerranée, ce qui lui confère une triple identité. Elle est confrontée à plusieurs conflits notamment le conflit israélo-palestinien, le conflit syro-libanais et le conflit irakien, soulignant son rôle central dans la région. L’Egypte est donc stratégiquement placée pour transcender les cultures et agir comme trait d’union entre plusieurs régions du monde. Elle est d’ailleurs reconnue comme un centre culturel et politique important du Moyen-Orient.

L’Egypte et le continent africain :

L’Égypte se considère comme une puissance africaine et comme l’une des grandes voix du Sud au sein des institutions internationales. Elle entretient d’ailleurs un réseau diplomatique dense sur ce continent. Si l’Egypte affirme s’intéresser à l’Afrique en général, cela vaut surtout pour le bassin du Nil et l’Union Africaine. Son intérêt vis-à-vis du Nil explique sa préoccupation par rapport à la situation au Soudan ou à celle des pays de la Corne de l’Afrique, tels que l’Ethiopie et l’Erythrée. Quant à l’Union Africaine, elle est importante puisqu’elle constitue un vecteur d’influence politique. L’Egypte, en effet, pèse de tout son poids dans la stabilité régionale en Afrique.

En ce qui concerne le Soudan, l’Egypte soutient toutes les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies y compris la résolution 1706 sur le transfert de juridiction des forces de maintien de la paix de l’Union Africaine aux Nations Unies.

Dans le cas de la Somalie, l’Egypte encourage vivement un dialogue entre l’Autorité Intergouvernementale pour le Développement et l’Union des Tribunaux Islamiques afin d’établir une feuille de route politique sous les auspices de la Ligue Arabe.

La Chine s’intéresse de plus en plus au continent africain, et l’Egypte a de très bonnes relations avec ce grand pays. L’Egypte était un des premiers pays africain à établir des liens diplomatiques avec la République Populaire de Chine. Les deux pays ont ainsi célébré le 50^e anniversaire de l’établissement de relations diplomatiques en 2006.

L’Egypte et le monde arabe :

Géographiquement, l’Egypte se situe entre le Maghreb et le Machrek. Le Secrétariat général de la Ligue Arabe se trouve au Caire, symbole de l’importance de l’Egypte dans les affaires politiques du monde arabe.

Sur la question israélo-palestinienne, l’Égypte s’avère être un acteur incontournable. Cette place importante provient des relations qu’elle entretient avec l’Israël et l’Autorité Palestinienne. L’Égypte est dotée d’une véritable capacité d’influence sur Israël ainsi que sur les factions palestiniennes. Elle s’engage pour faire accepter au Hamas les conditions posées par la communauté internationale et tente de remettre le conflit israélo-arabe au centre de l’agenda international. Depuis la signature de l’Égypte à l’Accord de Camp David en 1978, elle est devenue le médiateur entre Israël et la Palestine.

L’Égypte soutient l’action de la communauté internationale sur le dossier syro-libanais, ainsi que le gouvernement de Siniora. En ce qui concerne le Liban, l’Égypte est mobilisée pour la reconstruction du pays et elle milite en faveur de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elle est aussi un acteur important sur d’autres dossiers régionaux tels que l’Irak et le Soudan.

Etant le premier pays arabe à avoir reconnu Israël, l’Égypte est également un allié proche des Etats-Unis et le second bénéficiaire de son aide après Israël. Le président Moubarak est aussi derrière l’initiative d’un Moyen-Orient sans arme de destruction massive, position fortement influencée par les Etats-Unis. Le Dialogue Stratégique entre ces deux pays leur permet de se coordonner sur des sujets d’intérêt commun tels qu’une résolution juste et durable du conflit israélo-palestinien, l’élection démocratique du gouvernement irakien et le contre-terrorisme. De plus, ils abordent d’autres dossiers internationaux tels que les réformes politiques et économiques de même que l’instabilité du Liban en particulier et du Moyen-Orient en général.

L’Égypte et la Méditerranée :

La Méditerranée est devenue progressivement l’un des champs d’action prioritaire de la diplomatie égyptienne, de part ses initiatives propres (Forum méditerranéen) ou dans le cadre des initiatives européennes (processus de Barcelone). L’Égypte est liée à l’Europe par le biais des accords d’association et pour la politique européenne de voisinage. L’accord d’association entre l’Égypte et l’Union Européenne a été signé à Luxembourg le 25 juin 2001 et est entré en vigueur le 1er juin 2004. Le plan d’action UE-Égypte dans le cadre de la politique européenne de voisinage a été conclu le 6 mars 2007. L’Égypte est donc non seulement un partenaire privilégié des Etats-Unis mais aussi de l’Europe dans le cadre des initiatives Euro-Med. La politique de voisinage vise à améliorer et renforcer les liens politique et économique entre les pays. En ce qui concerne la situation économique de

l’Egypte, ce partenariat stimulera une croissance durable par des méthodes directes et indirectes pour apporter des avantages économiques aux deux pays.

La France et l’Egypte ont des relations particulièrement denses et, en août 2007, lors d’une visite en France, le président Moubarak a confirmé au Chef d’Etat français son intérêt pour le projet d’Union Méditerranéenne défendu par ce dernier. La fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh, lancée par la France pour renforcer le dialogue entre les cultures à travers une série de conférences, est basée à Alexandrie et a tenu sa première réunion à Paris en septembre 2006. La France bénéficie d’une image favorable en Egypte, grâce à des visions communes sur les plans politique et économique.

Sources :

- Ambassade de France en République Arabe d’Egypte, Politique Exterieur, Aout 2007, http://www.ambafrance-eg.org/article.php3?id_article=1561
- Commission Européenne, Travailler Ensemble : La Politique Européenne de Voisinage, 2007, http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/information/enp_brochure_fr.pdf
- France Diplomatie, Egypte, Mai 2007, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/egypte_414/index.html
- France Diplomatie, Politique Extérieure, Mai 2007, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/egypte_414/presentation-egypte_958/politique-exterieure_4842.html
- Ministry of Foreign Affairs of Arab Republic of Egypt, Joint Statement Regarding the U.S-Egypt Strategic Dialogue, Juillet 2006, http://www.mfa.gov.eg/MFA_Portal/en-GB/Foreign_Policy/International_Relations/egypt_amrica/317joint_statement.htm
- Ministry of Foreign Affairs of Arab Republic of Egypt, African ambassadors accredited to Egypt hold a meeting headed by Assistant Foreign Minister for African Affairs and African Union affairs in Cairo, Septembre 2007, http://www.mfa.gov.eg/MFA_Portal/en-GB/Foreign_Policy/International_Relations/Egypt_Africa/African+ambassadors+accredited+to+Egypt+hold+a+meeting+headed+by+Assistant+Foreign+Minister+for+Afri.htm

Le socialisme égyptien

L'idéologie socialiste égyptienne :

Le socialisme arabe est une idéologie politique fondée sur le panarabisme et le socialisme. L'âge d'or du socialisme arabe date des années 1950 et 1960, cependant cette tendance politique a eu un impact considérable dans l'histoire moderne du monde arabe. Le socialisme arabe a vu son influence décroître et a cédé du terrain face au socialisme de tendance islamique. Le socialisme arabe se décline en socialismes nationaux, que ce soit le socialisme baathiste en Iraq ou nassérien en Egypte.

La variante égyptienne du socialisme arabe est complexe et repose sur de nombreux principes dont les principaux sont ceux d'unité et d'égalité. En conséquence, le socialisme égyptien s'élève avant tout contre l'exploitation des masses arabes, sans pour autant définir précisément cette exploitation. Toutefois, le colonialisme constitue une forme d'exploitation que les Egyptiens condamnent et utilisent pour tenter d'unir les Arabes.

Nous pouvons donc constater que les notions complémentaires d'unité et d'égalité constituent les fondements du socialisme égyptien. Cependant, si nous devons hiérarchiser les notions en fonction de leur importance, celle d'unité primerait légèrement sur celle d'égalité. Ceci s'explique par le fait que l'unité se caractérise par la reconnaissance d'une identité commune (en termes d'ethnicité, de religion, de langue...), l'adhésion à un but commun, l'existence d'un sentiment d'appartenance à une communauté politique et sociale qui englobe toutes les autres et enfin par la solidarité unissant les membres de la communauté et devant leur permettre d'atteindre l'égalité.

La version égyptienne du socialisme est fortement teintée de nationalisme, au point d'être l'un de ses fondements. L'importance du nationalisme contraste nettement avec la plupart des socialismes ouest-européens, qui en générale lui sont profondément hostiles. A cette époque, les socialismes européens se concentrent quasi-exclusivement sur l'examen des systèmes sociaux ainsi que sur l'organisation des relations productives, la croissance des forces productives, la répartition sociale du travail, et la séparation de grandes parties de la société en classes mutuellement hostiles.

Le nationalisme bénéficie d'un rôle important dans le sens où le socialisme égyptien montre la voie au socialisme arabe, qui est le but final. En réunissant les Egyptiens, il sera plus facile par la suite de réunir tous les Arabes afin que le projet panarabe se réalise par extension du modèle égyptien. Une fois la nation égyptienne unie, et l'ensemble du monde arabe aussi, le socialisme viendra tout naturellement.

Cette spécificité égyptienne n'est donc pas adaptée à l'Union Soviétique par exemple, où elle aurait mené, entre autre, à l'exclusion des Ukrainiens, des Ouzbeks ou des Tatars. Toutefois, les Egyptiens considèrent la nation, la nationalité et le nationalisme comme des fins en eux-mêmes.

Par conséquent, le socialisme égyptien se distingue du communisme malgré les relations amicales entretenues avec l'URSS. Pour différencier ces deux idéologies, Nasser répétait que ce n'était pas tant la lutte des classes qui importait (comme dans le communisme), mais l'union de toute la nation. La nation arabe se voulant unie, Nasser ne tolérait pas la coexistence de plusieurs versions du socialisme arabe et a donc condamné aussi bien le socialisme de Bourguiba que le socialisme palestinien¹.

Cependant, les relations avec l'URSS ont eu un effet important sur la politique nassérienne, que ce soit en termes de relations extérieures ou de politique économique. Le rapprochement entre ces deux pays a été facilité par l'hostilité de l'Occident vis-à-vis de l'Egypte. En effet, les relations entre l'Egypte et l'Occident étaient alors au plus bas. Nasser a donc cultivé ses relations avec l'URSS afin de susciter le soutien d'un des deux blocs. L'URSS bénéficiait également de bonnes relations avec l'Inde et la Yougoslavie dont les politiques ont également influencé le socialisme de Nasser.

Le socialisme égyptien appliqué :

Suite au coup d'Etat qu'il a conduit en 1952 et sa présidence de l'Egypte entre 1954-1970, Nasser a appliqué les principes du socialisme égyptien dans tous les domaines, de la politique économique à la démographie. Il voulait éradiquer les inégalités et la domination de l'Egypte par l'Occident pour que le socialisme soit atteint en unissant les Arabes préalablement.

Les réformes agraires constituent l'une des plus grandes réformes économiques socialistes arabes. Les premières lois sur la réforme agraire ont été votées en septembre 1952 mais elles ont été modifiées en 1953 et en 1958. Avant les réformes, moins de 6% de la population égyptienne était propriétaire de plus de 65% des terres agricoles. Ces propriétaires bénéficiaient d'un contrôle presque autocratique sur leurs terres et ils demandaient des loyers très élevés qui constituaient, en moyenne, 75% des revenus générés par les terres. Les loyers importants couplés avec les taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques ont eu pour conséquence l'endettement de nombreux petits fermiers et de paysans. Ces réformes ont

¹ Socialisme Nassérien, Juillet 2007, http://fr.wikipedia.org/wiki/Socialisme_arabe

permis au gouvernement d'accroître son taux de participation dans la sphère économique et donc son contrôle sur cette dernière.

Par la suite, Nasser s'est focalisé sur 'l'impérialisme britannique' notamment concernant le canal de Suez. Toute occupation étrangère devait être éradiquée au nom du panarabisme et donc du socialisme égyptien. En 1956, Nasser a décidé de nationaliser le canal de Suez, provoquant une guerre avec la France, la Grande Bretagne et Israël. Après la guerre, des réformes sociales ont eu lieu. La situation économique s'est améliorée grâce à la levée de l'embargo économique sur l'Égypte. Le processus d'industrialisation a été accéléré, une structure bureaucratique a été établie dans le secteur privé et les possessions étrangères ont été nationalisées.

En vue d'unir les arabes dans le cadre du panarabisme et de diffuser le socialisme, la République arabe unie (RAU) a été créée en 1958. Cette république réunissait la Syrie ainsi que l'Égypte et Nasser a été élu Président de la RAU en 1958 qui désigne le Caire comme capitale la même année. Le prééminence de Nasser couplée par la domination démographique et politique de l'Égypte signifiaient que la République était effectivement sous contrôle égyptien. De plus, l'interdiction des partis politiques autres que l'Union Socialiste Arabe de Nasser a été étendue au parti Baath et au mouvement Nationaliste Arabe syrien qui ont été incorporés au parti dominant. Cette union a même été soutenue par l'URSS en raison de sa nature socialiste.

Nasser souhaitait éradiquer la domination étrangère, le féodalisme et la concentration des ressources en les remplaçant par une démocratie interne, politique et sociale. Les réformes de 1960 et 1961 ont été provoquées par un mécontentement face à la lenteur des progrès ainsi que par une méfiance croissante envers le secteur privé. Suite aux réformes, le secteur privé fut réduit à la portion congrue : commerce interne, industrie légère, construction ainsi que propriété foncière.

Nasser a cultivé les relations avec l'URSS et cherché de façon croissante à gérer l'économie du pays sur un mode centralisé à travers l'élaboration d'un corps de décrets, les lois socialistes de 1961. Ces décrets, contrairement à la politique des voisins arabes de l'Égypte, avaient entre autres pour but de limiter le taux de fécondité. En effet, pour le régime socialiste égyptien, qui a formulé la première politique démographique en Égypte, contrôler le taux de fécondité n'était qu'un outil parmi d'autres de direction centralisée de l'économie et de la société.

En conclusion, le système socialiste mis en place par Nasser a été jugé tout aussi inefficace que celui de son prédécesseur. Bien que quelques progrès soient constatables dans le

domaine social, notamment avec la suppression des inégalités les plus grandes, le bilan global est loin d'être positif. La pauvreté, le taux d'alphabétisation, la malnutrition, et le produit intérieur brut par habitant n'ont pas progressé malgré le changement de système économique. De plus, le débat autour du socialisme en Egypte continue de nos jours, avec, par exemple, des projets de réformes tentant d'éradiquer les références socialistes de la Constitution égyptienne.

Sources :

- Akhavi, S., Egypt's Socialism and Marxist Thought : Some Preliminary Observations on Social Theory and Metaphysics, *Comparative Studies in Society and History*, Vol.17, No.2 (Apr., 1975), pp.190-211, <http://links.jstor.org/sici?sici=0010-4175%28197504%2917%3A2%3C190%3AESAMTS%3E2.0.CO%3B2-7>
- Essam El-Din, Gamal, Ridding Egypt of socialism, *Al-Ahram Weekly*, 1-7 February 2007, <http://weekly.ahram.org.eg/2007/830/ec1.htm>
- Ginat, R., Egypt's incomplete revolution : Lufti al-Khuli and Nasser's socialism in the 1960s, *The Cummings center series*, 1997.
- Gray, A., The Revolution in Egypt's Economic System: From Private Enterprise to Socialism: 1952-1965, *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 4, No. 1 (Jan., 1973), pp. 122-123, <https://links.jstor.org/sici?sici=0020-7438%28197301%294%3A1%3C122%3ATRIEES%3E2.0.CO%3B2-U>

Les relations historiques entre l’Egypte et le Soudan

L’Egypte et le Soudan partagent une frontière située au sud de l’Egypte et au nord du Soudan. Les relations entre ces deux pays datent de l’Ancienne Egypte, lorsque le Soudan était connu sous le nom de Nubie. Plus récemment, depuis l’indépendance du Soudan en 1965 et même avant, les relations de ce dernier avec son puissant voisin égyptien ont oscillé entre inimitié et affinité.

Sous la présidence de Ja’far Muhammad al-Numayri (1969-1985), les relations entre les deux pays ont été au plus haut, culminant lors de la signature d’un accord de défense commune d’une durée de 25 ans en 1976, qui stipulait qu’une attaque armée visant l’un des deux pays serait considérée comme une attaque contre les deux. Cette alliance a été dénoncée à l’occasion du coup d’Etat de 1985 mené par Abd al-Rahman Muhammad Hasan Siwar al-Dahab. Cet événement a non seulement mis fin au régime Numayri mais aussi aux relations cordiales avec l’Egypte.

Au cours de la période démocratique correspondant à la présidence de al-Sadiq al-Mahdi, (1986-89), à l’issue d’une période de transition suite au coup d’Etat de Dahab, le Soudan a tenté de reconstruire ses relations avec le Caire, mais les relations bilatérales n’ont jamais atteint le degré de complicité qu’elles connaissaient auparavant. La montée en puissance d’Umar Hasan Ahmad al-Bachir, auteur d’un coup d’état militaire pendant l’été de 1989, a marqué un tournant dans les affaires internes et externes du Soudan, entraînant les relations avec l’Egypte dans un nouveau gouffre.

Le coup de Bachir a mis fin au nouvel élan que prenaient les relations entre les deux pays. L’Egypte a alors tenté de maintenir le rapprochement, et a donc été le premier Etat à reconnaître le nouveau régime soudanais. De même, la première visite de Bachir à l’étranger a été symboliquement pour la capitale égyptienne le 12 juillet 1989 – seulement deux semaines après avoir pris le pouvoir – indiquant la volonté des deux pays d’approfondir leur relations.

Le Soudan souhaitait avoir un gouvernement allié sur sa frontière nord afin d’aider Bachir à consolider son pouvoir. Le nouveau régime soudanais avait aussi besoin d’une aide égyptienne en vue de contrer l’opposition militante non-arabe et non-musulmane dans le sud du Soudan, et d’autres éléments de la mosaïque politique soudanaise, telle que l’Alliance Nationale Démocrate (AND).

Plus spécifiquement, le Soudan cherchait un soutien égyptien pendant l’hiver 1989 pour

reprandre la ville de Kurmuk, stratégiquement située à environ 150 kilomètres du barrage vital de Rosier Dam et d'une station d'énergie hydro-électrique, qui fournissait la plupart de l'eau et de l'électricité à Khartoum. La guerre civile intense, qui a fait rage autour de Kurmuk et d'autres régions – principalement les régions du sud et de l'est – a continué sans interruption jusqu'au début des années 1990. De nombreux accrochages se sont soldés par des défaites de l'armée, menaçant le régime de Bachir. Le nouveau gouvernement soudanais a aussi pris en compte le fait que le rapprochement avec l'Égypte améliorerait les perspectives d'une assistance venant des Américains.

L'Égypte cherchait à établir des liens étroits avec le nouveau régime soudanais afin de sécuriser le cours du Nil. Vu du Caire, la guerre civile prolongée au Soudan constituait une source de déstabilisation politique, non seulement au Soudan mais partout dans la région du Nil qui est une source majeure d'approvisionnement de l'Égypte.

Cependant, le gouvernement Moubarak regardait avec inquiétude l'exposition flagrante de la face militante Islamique du régime Bachir à partir de la fin des années 1990. Les craintes de l'Égypte se basaient notamment sur le rôle de l'idéologue du régime Hasan Abdallah al-Turabi, qui ne faisait pas mystère de sa volonté de diffuser l'idéologie islamiste dans les pays voisins, plus spécifiquement en Égypte. Le Caire n'appréciait pas les liens croissants entre le Soudan et l'Iran, un bastion de l'Islam depuis plus de 10 ans. En effet, cette relation était une source d'inquiétude non seulement pour l'Égypte mais aussi pour les États-Unis ainsi que l'Arabie Saoudite et les États du Golfe. Un autre facteur de friction entre l'Égypte et le Soudan concernait les relations de ce dernier avec la Libye, mises en valeur par la signature d'un accord d'intégration début 1990.

A partir de la fin 1990, les relations Soudano-Égyptiennes ont sombré dans une crise silencieuse. Le Caire n'a cessé d'accuser Khartoum de donner refuge aux Islamistes égyptiens et de les entraîner militairement. Le gouvernement égyptien redoutait l'infiltration d'Islamistes en Égypte, éventuellement en coopération avec leurs homologues soudanais, pour perpétrer des attentats terroristes.

Afin de se rapprocher de son voisin du nord, le Soudan a tenté de jouer la carte du danger commun, la menace « sioniste ». Les Soudanais ont alors présenté la présence israélienne en Éthiopie comme une menace sur le cours du Nil, les Israéliens étant impliqués dans la construction de barrages sur le Nil Bleu en Éthiopie.

L'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990 a mené à un véritable conflit d'intérêts. Le Caire a condamné l'invasion et s'est joint à la coalition dirigée par les États-Unis contre l'Irak. En revanche, le Soudan a soutenu l'annexion de Koweït par l'Irak et a accueilli des

avions de combats et des troupes irakiennes sur son sol. Fin 1990, le Soudan était un partisan ardent de l'Irak et du camp arabe radical au Moyen-Orient.

Les relations du Soudan avec l'Égypte ont empiré en 1991-92, en conséquence du zèle islamique et de la sympathie politique croissante de Khartoum vis-à-vis de ce que cette dernière considérait être les trois piliers du pouvoir arabe et islamique et des sentiments anti-américains : Tripoli, Bagdad et Téhéran. La détérioration des relations bilatérales a entraîné une dispute sur la souveraineté de la frontière riche en pétrole de la région du Hala'ib sur la côte de la Mer Rouge.

Cette dispute a été ravivée par la signature d'un accord sur l'exploitation du pétrole de la région du Hala'ib par le Soudan en décembre 1991. L'Égypte proclame sa souveraineté sur cette région pendant alors que le Soudan y revendique des 'droits permanents' sur la base de documents historiques et juridiques en sa possession. En 1992, la situation a de nouveau dégénéré avec des attaques aériennes égyptiennes dans cette région. Cependant, ce conflit a agi comme révélateur d'une crise plus profonde née du fait que chacun des deux régimes percevait l'autre comme une menace envers ses propres intérêts vitaux et même sa survie.

Le Soudan affirmait que l'Égypte continuait à augmenter sa présence civile et militaire dans le Hala'ib, y déplaçant des citoyens égyptiens et fournissant des extraits de naissance et des cartes d'identités aux tribus semi-nomades dans la région. Préoccupé par le fait que l'Égypte faisait du Hala'ib une région de facto égyptienne, Khartoum avertissait fin janvier qu'il répondrait à l'Égyptiennisation de la région par la violence.

Les tensions bilatérales ont continué à monter. Fin printemps 1993, Khartoum a accusé Le Caire d'avoir joué un rôle central dans un complot visant renverser le régime de Bachir, une accusation que l'Égypte a nié. Cette dernière a été accusée de mettre en œuvre un scénario tracé par la CIA américaine et d'être un outil de mise en œuvre les projets de cercles sionistes visant la destruction de la nation islamique. L'objectif de l'Égypte n'était pas le Hala'ib mais l'éradication de la tendance islamique au Soudan.

L'inclusion du Soudan en 1993 sur la liste des États soutenant le terrorisme injectait un élément nouveau dans les affaires internes et externes soudanaises. Khartoum comprenait que la menace américaine était réelle et sérieuse. Le Soudan ne pouvait pas soutenir deux conflits en même temps – l'un avec l'Égypte l'autre avec les États-Unis – et a donc choisi de réparer ses relations avec l'Égypte afin d'apaiser celles avec les États-Unis. De plus, les hostilités avec Le Caire ont eu un impact négatif sur l'économie soudanaise mais aussi sur ses relations internes, régionales et internationales. Début 1994, le Soudan a en vain renouvelé ses efforts en vue de mettre fin aux tensions avec sa voisine. Suite à ces efforts infructueux, les relations

bilatérales ont subi un coup supplémentaire. Le 26 juin 1995, Le Caire a accusé Khartoum d'avoir conçu la tentative d'assassinat de Moubarak à Addis-Abeba.

L'Égypte a formulé quatre demandes, mais l'incapacité du Soudan à remplir celles-ci a entravé le développement d'une relation moins hostile. L'Égypte demandait l'extradition de trois Égyptiens soupçonnés de tentatives d'assassinat de Moubarak et de 17 autres islamistes égyptiens réfugiés au Soudan ; la restitution des propriétés égyptiennes au Soudan qui ont été confisquées ou tout au moins une indemnisation ; la reprise de la navigation du Nil entre les deux pays, que le Soudan avait suspendu en 1995 ; et la reprise de l'excavation du Canal de Jonglei au sud du Soudan.

Fin 1999, une nouvelle dynamique entre les deux capitales a été engagée ; une affinité sans précédent depuis la montée en puissance de Bachir une décennie plus tôt. Ce rapprochement doit beaucoup à la haine que Moubarak voue à Tourabi, concurrent politique de Bachir et tenu pour responsable de la recrudescence de l'islamisme en Égypte.

L'Égypte considérait que Bachir serait un partenaire plus ouvert que Tourabi sur des dossiers tels que le débit du Nil. Moubarak a demandé à l'Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, et les EAU de soutenir Bachir lors d'une visite dans le Golfe en décembre 1999. Pour montrer sa gratitude, Bachir a envoyé ses dignitaires au Caire pour tenir au courant le dirigeant égyptien des vicissitudes politiques à Khartoum.

Les relations entre l'Égypte et le Soudan se sont depuis constamment améliorées. L'Égypte a ainsi mené d'intenses activités de médiation entre Bachir et l'AND (opposition soudanaise). Pendant le printemps et l'été 2000, le Caire fut le lieu d'une série de réunion entre dignitaires égyptiens et des dirigeants de l'AND ainsi qu'entre officiels soudanais et AND, pour soutenir l'initiative égyptienne pour la paix. Le rapprochement entre Bachir et Moubarak a encore été renforcé en 2001 quand Tourabi a été écarté de la politique. Une des illustrations de ce rapprochement est l'action de l'Égypte auprès des Etats-Unis afin de convaincre ces derniers de lever les sanctions imposées au Soudan par le Conseil de Sécurité en automne 2001.

Sources :

- Ronen, Yehudit., Sudan and Egypt : the swing of the pendulum (1989-2001), *Middle Eastern Studies*, 2003-07, vol. 39, n.3, pp.81-98.
- Warburg, Gabriel., The Nile in Egyptian - Sudanese relations, *Orient (Leverkusen)*, 1991, vol. 32, n.4, pp. 565- 572.
- Zaki, Mokhlis., The Egyptian-Sudanese integration scheme : an appraisal, *Middle*

Le fondamentalisme musulman en Egypte

Dans la République Arabe d’Egypte, l’Islam est la religion officielle. Plus de 80% des Egyptiens sont des Sunnites, dont la plupart appartiennent aux ordres Sufi locaux. Seule un petit pourcentage d’Egyptiens est Chiite. Avant l’invasion de Napoléon, presque toutes les questions éducationnelles, légales, de santé publique et de protection sociale étaient entre les mains des fonctionnaires religieux. La période ottomane a renforcé les rôles publics et politiques des *ulémas* (théologiens de l’Islam) parce que l’Islam était la religion d’Etat et parce que les divisions politique au sein du pays recoupaient des clivages religieux. Au cours des 19^e et 20^e siècles, des gouvernements successifs ont entrepris des efforts importants afin de limiter le rôle des *ulémas* dans la vie publique et afin de rapprocher les institutions religieuses sous le contrôle de l’Etat.

L’Islam égyptien est divers et complexe. Bien que les musulmans soient d’accord sur les principes fondamentaux de la foi, les différentes classes et groupes sociaux appliquent l’Islam de façon spécifique dans leur vie quotidienne. Les théologiens lettrés de l’université Al-Azhar rejetaient en général la version de l’Islam pratiquée par les prêcheurs religieux analphabètes et les ruraux. La majorité des musulmans appartenant aux classes moyennes et supérieures estimaient soit que l’expression religieuse constitue une affaire privée soit que l’Islam devrait jouer un rôle plus dominant dans la vie publique. Les mouvements de renaissance islamique, dont l’attraction traverse tous les clivages sociaux, sont présents dans la plupart des villes et dans de nombreux villages.

De nos jours, les musulmans pieux croient que l’Islam définit la relation que l’on entretient avec Dieu, les autres musulmans ainsi qu’avec des non-musulmans. Ils considèrent aussi qu’il ne peut exister aucune dichotomie entre le sacré et le profane. Nombreux sont les musulmans qui accusent les gouvernements égyptiens d’être laïcs et même antireligieux depuis le début des années 1920. Les musulmans organisés politiquement qui cherchent à purger le pays de ces politiques laïques sont appelés islamistes.

L’activisme islamiste a une longue histoire en Égypte. Plusieurs groupes politiques islamistes se sont développés peu après la Première Guerre mondiale. Le plus connu est celle des Frères musulmans, qui a été fondé en 1928 par Hassan al Banna.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Frères musulmans ont acquis la réputation d’un groupe radical prêt à recourir à la violence pour atteindre ses objectifs religieux. Le groupe a été impliqué dans plusieurs assassinats, notamment le meurtre d’un Premier ministre. Les Frères

Musulmans avaient des contacts avec les officiers libres avant la Révolution de 1952 et soutenaient la plupart de leurs politiques initiales. Toutefois, les Frères Musulmans sont rapidement entrés en conflit avec Gamal Abdel Nasser. Le gouvernement a accusé les Frères de complicité dans un complot prétendu en 1954 visant à assassiner le Président et le gouvernement et a emprisonné de nombreux dirigeants du groupe. Dans les années 1970, Anouar el Sadate a amnistié les dirigeants et leur a permis de reprendre certaines de leurs activités. Cependant, les Frères s'étaient alors divisés en au moins trois factions. La faction la plus militante s'est engagée dans une politique d'opposition politique au gouvernement. Une deuxième faction préconisait le retrait pacifique de la société et la création, dans la mesure du possible, d'une société séparée, parallèle et fondée sur des valeurs et lois islamiques. Le groupe dominant plus modéré défendait la coopération avec le régime.

La réémergence des Frères Musulmans en tant que force politique a coïncidé avec la prolifération des groupes islamiques. Certains de ces groupes ont soutenu le renversement violent du gouvernement tandis que d'autres ont préféré vivre une vie pieuse. Il est impossible d'énumérer tous les groupes islamistes qui sont apparus à la fin des années 1970 parce que beaucoup d'entre eux avaient des structures diffuses et certains des groupes les plus militants existaient dans la clandestinité. La défaite égyptienne consécutive à la guerre des six jours en juin 1967 constitue la raison principale de la croissance de l'activisme politique d'inspiration religieuse. Les musulmans avaient tendance à considérer cette expérience humiliante comme l'aboutissement de 150 ans d'intrusion étrangère et comme un affront à leur vision de ce que devrait être une véritable communauté islamique. Une certaine tradition islamique rejette en effet l'idée qu'une société musulmane puisse être dominée par des non-musulmans. Une telle situation discréditait les dirigeants musulmans qui ont permis à cette situation de persister. Il incombait donc aux croyants de mettre fin à cette domination et de rétablir la véritable suprématie de l'Islam. Le plus radicaux des militants ont adopté le jihad et se sont engagés à lutter contre les non-croyants et les musulmans non-religieux. Durant les années 1970 et 1980, les islamistes ont perpétré un certain nombre d'actes violents, y compris l'assassinat d'Anouar el Sadate en octobre 1981.

Des changements sociaux déstructurants et la tolérance relative de Sadate envers les partis politiques ont contribué à la multiplication rapide des groupes islamistes pendant les années 1970. Sur les campus universitaires, Sadate considérait initialement la hausse des associations islamistes (Gama'at Islamiya) comme un contrepoids à l'influence gauchiste. Le Gama'at Islamiya s'est propagé rapidement et a gagné jusqu'à un tiers des suffrages lors des élections syndicales étudiantes. Ces victoires ont fourni une plate-forme à partir de laquelle

certaines de ces associations ont fait campagne pour des tenues vestimentaires islamiques, le port du voile chez les femmes, et la séparation des classes par sexe. Les administrateurs universitaires laïcs se sont opposés à ces objectifs. En 1979, Sadat voulait diminuer l'influence des associations par le biais d'une loi qui transférait la plupart des pouvoirs des syndicaux étudiants aux professeurs et administrateurs. Toutefois, pendant les années 1980, les islamistes ont progressivement pénétré les facultés. A l'université Asyut, qui était le lieu de certains des plus intenses affrontements entre les islamistes et leurs opposants (y compris les forces de sécurité, les laïcs, et les Coptes), le Président et les autres administrateurs haut placés – qui étaient des islamistes – ont soutenu les revendications du Gama'at Islamiya de mettre fin à la mixité et de réduire le nombre de femmes inscrites.

Dans les années 90, les Frères Musulmans s'affichaient publiquement comme un mouvement respectueux de la démocratie. Ils ont publié trois manifestes importants : l'un plaidant en faveur de « l'indispensable démocratie », l'autre portant sur les droits des minorités notamment de « nos frères et compatriotes coptes » et le troisième concernant « le statut de la femme ». Ces manifestes, en majorité écrits par de jeunes membres du mouvement, furent adoptés par les Frères, mais sans grande conviction de la part de la vieille direction dont la plupart des membres sont âgés de plus de soixante-dix ans. Pour les jeunes, la vieille garde apparaît comme trop conservatrice. En 1996, dix-sept d'entre eux demandent officiellement la création d'un nouveau parti politique, Al Wasat. Ses fondateurs ont à peu près le même âge (entre 35 et 45 ans) et appartiennent pour la plupart aux professions libérales : avocats, médecins, pharmaciens ou encore ingénieurs. Ils ont participé aux luttes estudiantines puis syndicales de l'époque. Réceptifs aux évolutions planétaires grâce à leurs déplacements à l'étranger où ils participent à maints colloques et conférences, ils ont acquis une expérience qui a creusé le fossé entre eux et leurs aînés, mais leur profond conservatisme religieux en comparaison d'autres jeunes musulmans reste un de leurs traits saillants.

Les origines sociales des islamistes ont évolué après la Révolution de 1952. Dans les années 1940 et au début des années 1950, les Frères Musulmans avaient fait appel essentiellement aux fonctionnaires des zones urbaines et aux cols blancs et bleus. Depuis le début des années 1970, la renaissance islamique a attiré les adeptes d'un large éventail de catégories sociales. La plupart des activistes étaient des étudiants ou de jeunes diplômés ; ainsi que des migrants d'origine rurale et des jeunes issus des classes moyennes. Leurs domaines d'études – médecine, l'ingénierie, la science militaire, et la pharmacie – étaient parmi les disciplines les plus prestigieuses du système universitaire. Le gros des membres des groupes islamistes ont été issus des classes moyennes, des classes populaires et ouvrières urbaines.

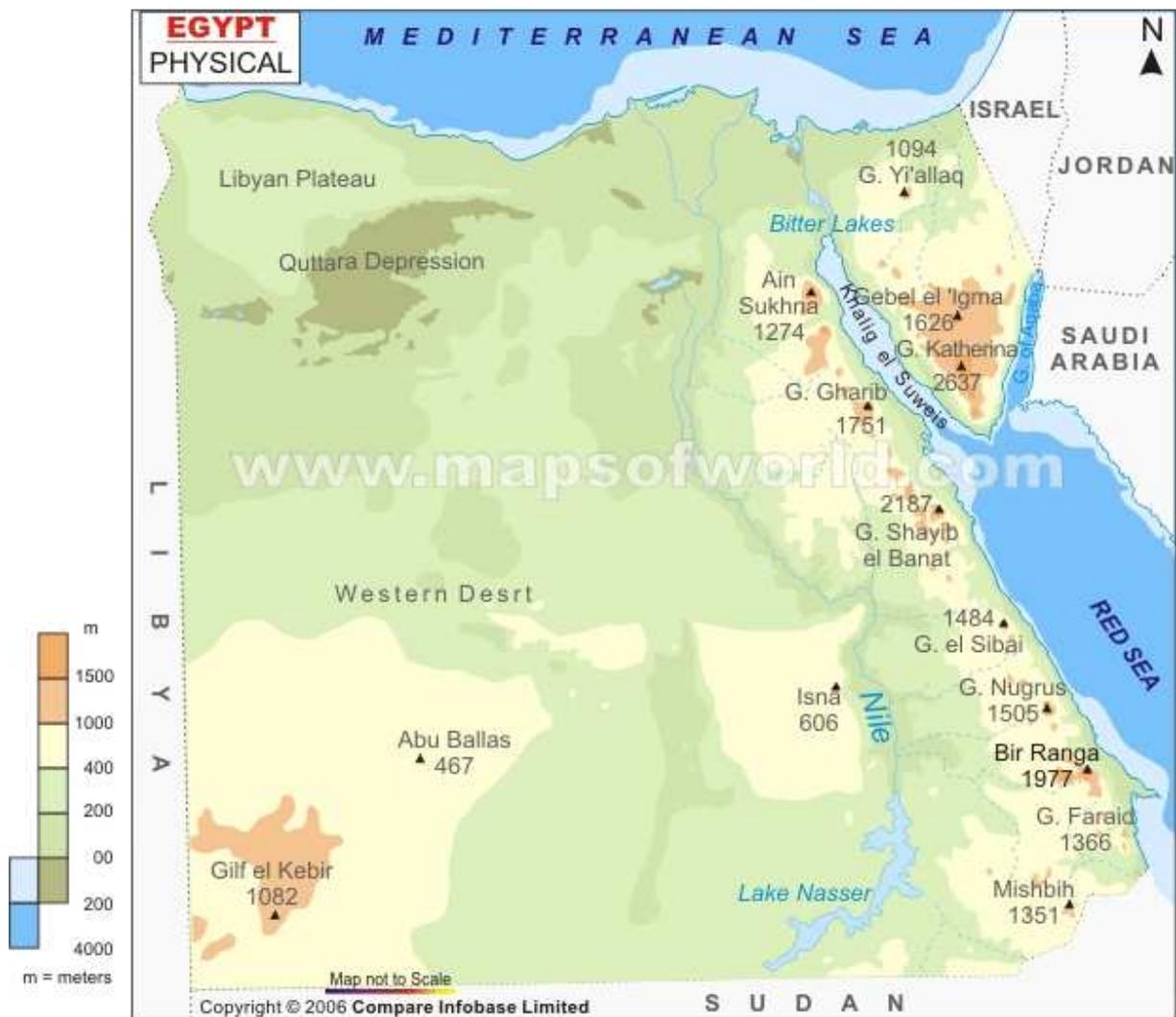
Les divers groupes islamistes ont accepté différents moyens pour la réalisation de leur agenda politique. Cependant, tous les islamistes sont fondamentalement attachés au rôle de l'islam dans une société complexe et changeante. Un objectif commun de leurs efforts politiques a été d'intégrer la Charia dans le code juridique du pays. Par respect pour leur influence croissante, en 1977, le Ministère de la justice a publié un projet de loi faisant de l'apostasie d'un musulman un crime majeur et infligeant des peines islamiques traditionnelles telles que la lapidation pour adultère et l'amputation d'une main pour vol. En 1980, l'Égypte a tenu un référendum proposant un amendement constitutionnel pour faire de la Charia « l'unique source de droit ». En 1985, l'Assemblée du peuple a voté pour engager une procédure pour l'application progressive de la Charia, commençant par une période d'éducation indéterminée afin de préparer la population pour la réforme du droit; l'étape suivante consistant à modifier toutes les lois existantes pour en exclure toutes dispositions qui sont en conflit avec la Charia.

Sources :

- Graham, Edward., Islamic Extremism & Modern Egypt, 2004, <http://www.mideastinfo.com/archive/paper4.htm>
- Moos, Olivier., Les Frères Musulmans en Égypte: un état des lieux, mai 2005, http://religion.info/french/entretiens/article_169.shtml

Annexes

Carte physique de l'Égypte



Carte de la densité de l'Égypte

